



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8465^e séance

Mardi 19 février 2019, à 15 heures

New York

Président : M. Ndong Mba (Guinée équatoriale)

Membres :

Afrique du Sud	M. Van Shalkwyk
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Moriko
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M. Michon
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Almunayekh
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M. Mielus
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

La situation au Burundi

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Burundi

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Burundi à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi; S. E. M^{me} Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies; et S. E. M. Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Kafando.

M. Kafando : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, de la possibilité que vous m'offrez à nouveau de m'entretenir avec le Conseil sur la situation au Burundi, mais avant de le faire, permettez-moi de vous féliciter pour votre présidence du Conseil de Sécurité ce mois-ci.

Mon exposé sera articulé sur les principaux développements qui ont prévalu au Burundi et dans la région depuis mon dernier exposé (voir S/PV.8408), en particulier les activités que j'ai menées au nom du Secrétaire général, ainsi que les perspectives d'avenir dans le cadre de la résolution de la crise politique, et ce, à 16 mois seulement de la tenue d'élections générales, dont le scrutin présidentiel. Depuis mon exposé de novembre dernier, la situation du Burundi a été marquée par les développements majeurs ci-après.

Au plan politique, le Président Pierre Nkurunziza a réitéré, le 22 décembre 2018, sa décision de ne pas solliciter un nouveau mandat en 2020. Le nouveau parti politique d'opposition, le Congrès national pour la liberté, dont la demande de reconnaissance officielle avait été faite le 14 septembre 2018 par M. Agathon Rwasa, a été finalement agréé le 14 février par le Gouvernement. Cette décision va dans le bon sens et

pourrait contribuer à l'ouverture de l'espace politique. J'encourage le Gouvernement à continuer dans ce sens et l'exhorte à plus d'inclusivité, notamment dans le cadre des discussions en cours sur l'adoption d'un nouveau code électoral pour les élections de 2020. La plateforme du Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et la restauration de l'état de droit est de plus en plus fragilisée par diverses défections. Les partis d'opposition ont réitéré leur appel à l'Union africaine et à l'Organisation des Nations Unies pour prendre en main le processus de dialogue interburundais.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme estime que la situation des droits de l'homme reste préoccupante, au regard des rapports qu'il reçoit du Burundi. En ce qui concerne la situation humanitaire, elle s'est améliorée depuis 2017, sauf dans certaines parties du pays, et en particulier dans les provinces frontalières de l'est et du nord-est. Environ 1,5 million de personnes restent cependant menacées par l'insécurité alimentaire du fait des difficultés socioéconomiques persistantes. Au 31 décembre 2018, l'Organisation des Nations Unies estimait à 140 000 le nombre de personnes déplacées et à plus de 347 000 le nombre de réfugiés burundais encore présents dans les pays voisins. Il est à noter que ce nombre est en baisse par rapport aux 380 000 réfugiés annoncés en novembre dernier.

Le 25 janvier, le Gouvernement burundais et l'équipe de pays des Nations Unies ont signé un accord de coopération, dans le cadre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2019-2023, d'un montant de 784,4 millions de dollars, dont 46 % sont immédiatement disponibles, concrétisant ainsi le soutien continu des Nations Unies aux programmes prioritaires du Gouvernement, exprimés dans son plan national de développement. Le 9 février, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a lancé un appel de fonds de 296 millions de dollars pour venir en aide aux réfugiés regroupés dans les camps en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda et en République démocratique du Congo.

Je me suis rendu au Burundi du 20 au 29 janvier dernier, dans l'intention de m'entretenir avec le Président Nkurunziza et les autorités burundaises des conclusions de la réunion du Conseil de sécurité du 21 novembre dernier, mais aussi pour réaffirmer, à la veille du Sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), le soutien des Nations Unies au processus du dialogue interburundais. Malheureusement ces entretiens n'ont pas pu avoir lieu. J'ai toutefois saisi l'opportunité de ma

présence à Bujumbura pour interagir avec des membres de la communauté internationale et du corps diplomatique. Mes interlocuteurs se sont réjouis des développements sécuritaires encourageants dans le pays, en dépit de la récurrence d'incidents frontaliers violents rapportés par des médias et certains pays voisins.

Je me suis ensuite rendu le 31 janvier à Kampala pour une visite de travail avec le Président Museveni, médiateur du dialogue interburundais. Cette rencontre m'a permis de réitérer au Président Museveni le soutien du Secrétaire général, ainsi que celui du Conseil de sécurité, au processus de dialogue interburundais conduit par la région. J'ai surtout noté sa disponibilité et son engagement à parvenir coûte que coûte au dialogue interburundais, de même que sa détermination à contribuer à l'apaisement de la crise au Burundi ainsi que des tensions entre les pays de la sous-région.

Le lendemain de ma visite au Président Museveni, c'est-à-dire le 1^{er} février, s'ouvrait le Sommet d'Arusha, au cours duquel le Président Paul Kagame, du Rwanda, a succédé au Président Museveni en qualité de Président en exercice de la Communauté d'Afrique de l'Est. Outre les autres points de l'ordre du jour, le Sommet a également pris connaissance du rapport final du facilitateur sur le dialogue interburundais mais a décidé que les leaders de la région se concerteraient ultérieurement à cet effet. Le facilitateur, que j'ai rencontré le 4 février, m'a informé qu'il avait fini son travail de facilitation et qu'il revenait désormais au médiateur de prendre la suite du processus. Il a aussi confirmé les concertations en cours entre les chefs d'État de la sous-région.

Depuis la tenue du Sommet ordinaire de la Communauté d'Afrique de l'Est, le Burundi a renouvelé la confiance au médiateur, lequel a déjà entamé ses premières consultations avec ses pairs de la sous-région. Les membres du Conseil se souviendront que dans son dernier rapport au Conseil de sécurité (S/2018/1028), le Secrétaire général s'était engagé à proposer des options sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies au Burundi, en étroite concertation avec les partenaires internationaux, et en particulier les pays de l'Afrique de l'Est, y compris le pays concerné, le Burundi, sans oublier l'Union africaine, dont je salue ici la présence et la participation à cette importante réunion. Avec la nouvelle donne proposée par le Sommet de la CAE, à savoir la désignation des Présidents du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda pour conduire la médiation, je compte reprendre le contact avec eux pour connaître les détails de leur nouvelle approche. En fait, il s'agira

de réévaluer ensemble les voies et moyens pour aider la région à assister efficacement le Burundi dans la résolution de la crise politique actuelle.

Je souhaiterais, à cet égard, suggérer aux membres du Conseil, s'il est dans leur intention d'adopter une déclaration à la presse, de réitérer leurs encouragements aux efforts de la région ainsi que le plein soutien du Secrétaire général à la médiation. Il est important que la médiation s'assure de cet accompagnement et de cette assistance dont le facilitateur a bénéficié dans l'exécution de sa mission. Mais toutes ces propositions de soutien ne doivent viser qu'un seul objectif, à savoir que le dialogue inclusif interburundais demeure la seule option viable pour un règlement durable de la crise politique et pour une bonne tenue des élections prévues en 2020, et ceci dans un environnement apaisé et dans l'esprit et la lettre de l'Accord d'Arusha.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Kafando de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Mohammed.

M^{me} Mohammed (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter de nouveau, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours et vous exprimer notre sincère admiration pour le brio avec lequel vous dirigez les travaux de cet important organe de l'Organisation des Nations Unies, afin qu'il produise des résultats constructifs. Soyez assuré de notre plein appui et de notre coopération. Je vous remercie également d'avoir convoqué la séance d'aujourd'hui et de nous donner l'occasion de faire part des vues de l'Union africaine sur la situation au Burundi. Je profite de cette occasion pour remercier S. E. M. Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, de son exposé complet.

Comme chacun le sait, l'Union africaine attache une grande importance au rétablissement de la paix et de la stabilité au Burundi et a appuyé très activement les efforts de médiation dirigés par la Communauté d'Afrique de l'Est. Je saisis cette occasion pour renouveler la profonde gratitude de l'Union africaine – déjà exprimée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine au sommet qui vient de s'achever – au Président Yoweri Museveni, en sa qualité de médiateur, et à l'ancien Président Benjamin Mkapa, facilitateur du dialogue politique interburundais, pour leurs inlassables efforts visant à aider les parties burundaises à trouver une solution consensuelle et durable et à

convenir d'une feuille de route pour la tenue d'élections crédibles en 2020.

Cela étant, la situation générale et la crise économique qui en découle, lesquelles ont toujours des répercussions pour le peuple burundais, continuent de préoccuper l'Union africaine. Cette dernière plaide pour un dialogue sans exclusive, par le biais du processus de dialogue interburundais, qui n'a pas encore produit les résultats escomptés. En conséquence, le Président de la Commission de l'Union africaine continue d'exhorter tous les acteurs burundais à faire preuve d'un esprit de compromis, tout en soulignant qu'un dialogue ouvert à tous demeure le seul moyen de permettre au Burundi de venir durablement à bout des difficultés actuelles et de préserver la cohésion nationale.

C'est dans ce contexte que, du 5 au 7 novembre 2018, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine et l'ancienne Présidente de la République centrafricaine, S. E. M^{me} Catherine Samba-Panza, se sont rendus au Burundi afin d'explorer, entre autres, les voies et moyens par lesquels l'Union africaine pourrait appuyer le Burundi dans le cadre des préparatifs des élections prévues en 2020. L'Union africaine continue d'appuyer la Communauté d'Afrique de l'Est et ses efforts pour aider le dialogue interburundais à sortir de l'impasse, et exhorte tous les acteurs burundais à faire preuve d'esprit de compromis. Dans ce contexte, je voudrais axer mon intervention sur les quatre principaux points ci-après.

Premièrement, s'agissant du contexte politique, le Gouvernement a commencé à préparer les élections en créant, le 31 août 2018, la Commission électorale nationale indépendante, conformément au Code électoral burundais, en adoptant un code électoral et en créant la Commission Vérité et réconciliation, composée de 13 membres, comme le prévoit l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, signé en août 2000. Cette étape des préparatifs ayant été franchie, la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, à son récent sommet, a salué la décision du Président Pierre Nkurunziza de ne pas être candidat à sa réélection en 2020, et a exhorté le Gouvernement et les partis politiques à œuvrer de concert pour garantir la crédibilité du processus électoral.

Deuxièmement, en ce qui concerne les conditions de sécurité, il convient de rappeler que la situation reste relativement stable dans l'ensemble, malgré les accrochages sporadiques signalés, le long de la frontière entre le Burundi et la République démocratique du

Congo, entre les forces nationales et des hommes armés non identifiés.

Troisièmement, le contexte humanitaire et socioéconomique a présenté certaines difficultés au cours de la période considérée, notamment du fait des déplacements dans la région, comme nous venons de l'entendre. Cette situation est aggravée par la récession économique. Si des centaines de Burundais réfugiés dans les camps de Nduta et de Mtendeli en Tanzanie sont volontairement rentrés au Burundi en 2018, nombreux sont ceux dont le retour définitif au Burundi reste incertain.

Quatrièmement, pour ce qui est des droits de l'homme, l'Union africaine maintient ses observateurs en la matière et ses experts militaires dans le pays afin de suivre au jour le jour la situation sur le terrain. Il est prévu d'augmenter le nombre d'observateurs des droits de l'homme et d'experts militaires, ce qui est impératif sachant que ces spécialistes de l'Union africaine sont les seuls observateurs étrangers à avoir été autorisés à opérer dans le pays.

Pour terminer, qu'il me soit permis de réaffirmer l'engagement de l'Union africaine à continuer d'appuyer tous les efforts visant à régler de manière durable, pacifique et consensuelle la situation au Burundi. L'Union africaine encourage le Gouvernement et les groupes d'opposition à redoubler d'efforts pour parvenir à la conclusion d'un accord consensuel et sans exclusive qui respecte l'esprit et la lettre de l'Accord d'Arusha de 2000. Nous invitons également le Gouvernement burundais à poursuivre les préparatifs des élections en mettant en place les mécanismes et instruments pertinents, conformément au Code électoral burundais, pour assurer la tenue d'élections transparentes et pacifiques en 2020.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} Mohammed de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Lauber.

M. Lauber (Suisse) (*parle en anglais*) : Au nom de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir invité à présenter un exposé au Conseil de sécurité et de l'excellente coopération entre le Conseil et la formation. Conformément à la pratique établie, la déclaration qui va suivre a été approuvée par les membres de la formation, y compris par le pays concerné, le Burundi.

J'avais eu l'occasion d'informer le Conseil, le 21 novembre 2018 (voir S/PV.8408), de la visite au Burundi que j'avais effectuée ce mois. La formation Burundi s'est réunie peu de temps après, le 26 novembre 2018. Outre un compte rendu complet de ma visite, la formation a également entendu des exposés sur les actions de l'Organisation en matière de consolidation de la paix et sur les retours de réfugiés au Burundi. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a présenté à la formation un exposé sur son appui à la dimension socioéconomique et sur le financement, assuré par le Fonds pour la consolidation de la paix, de projets encourageant le rôle des femmes et des jeunes dans les efforts de consolidation de la paix. M^{me} Catherine Wiesner, Coordinatrice régionale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Nairobi, a indiqué dans son exposé à la formation Burundi que le nombre des réfugiés retournant au Burundi pourrait atteindre un pic en 2019, avec plus de 100 000 retours. Elle a noté qu'un projet transfrontalier novateur, appuyé par le Fonds pour la consolidation de la paix et exécuté par l'Organisation internationale pour les migrations, le Programme des Nations Unies pour le développement et le HCR, en coordination avec les Gouvernements tanzanien et burundais, avait amélioré la coexistence entre rapatriés, réfugiés et communautés d'accueil dans certaines zones ciblées, notamment grâce à des activités axées sur les moyens de subsistance visant à atténuer les pressions socioéconomiques.

Elle a toutefois appelé l'attention sur le fait que le plan régional d'intervention pour les réfugiés du Burundi, conçu pour porter assistance aux réfugiés dans les pays voisins, compte parmi les appels de fonds les moins financés au monde. Malheureusement, ce constat est toujours valable trois mois plus tard. Ce grave sous-financement représente toujours un lourd défi. Des fonds sont également nécessaires pour appuyer le plan conjoint de retour et de réinsertion des réfugiés, une intervention intégrée conçue pour aider les réfugiés qui rentrent au Burundi en répondant à leurs besoins immédiats et à plus long terme en matière de réinsertion. Les membres de la formation ont salué l'assistance cruciale que fournit le HCR s'agissant du retour volontaire des réfugiés et ont souligné la nécessité de respecter les normes internationales pour réunir les conditions d'une réinsertion durable des rapatriés.

En outre, les membres de la formation demeurent déterminés à appeler l'attention des partenaires bilatéraux, régionaux et internationaux sur le besoin persistant d'un appui pour atténuer les vulnérabilités, renforcer la

résilience et améliorer la préparation aux catastrophes du Burundi et sa capacité d'intervention dans une telle éventualité. Ils conviennent également qu'il faut continuer à soutenir les efforts en cours en faveur de la réconciliation nationale et contribuer à préserver les acquis obtenus grâce à l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation.

Enfin, les membres de la formation ont souligné l'important rôle d'appui de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) à l'approche des élections de 2020 au Burundi. Des élections libres, ouvertes à tous et démocratiques sont les plus susceptibles de prévenir la violence et les troubles et de produire un résultat qui sera perçu comme légitime au Burundi et à l'étranger.

Un certain nombre de faits nouveaux importants se sont produits depuis le dernier exposé en date que j'ai présenté au Conseil; certains d'entre eux ont déjà été mentionnés par l'Envoyé spécial et par l'Observatrice de l'Union africaine. D'après les informations recueillies sur le terrain, la situation en matière de sécurité est restée calme dans l'ensemble depuis la dernière séance du Conseil de sécurité, en novembre.

Au récent Sommet de la CAE à Arusha, l'ancien Président Mkapa a présenté son rapport sur le processus de dialogue interburundais mené par la CAE. La formation a toujours considéré son rôle comme un rôle complémentaire ainsi que comme un rôle d'appui aux processus politiques en cours à différents niveaux. Je tiens à saisir cette occasion pour remercier l'ancien Président Mkapa des formidables efforts qu'il déploie.

Le 25 janvier, le Ministre burundais des finances, du budget et du développement économique et le Coordinateur résident des Nations Unies ont signé conjointement le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour le Burundi pour la période 2019-2023. Le 1^{er} février, le Président burundais, S. E. M. Pierre Nkurunziza, a officiellement lancé la stratégie locale pour les objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en présence de plusieurs ministres, représentants des autorités publiques, dirigeants locaux et partenaires internationaux. J'encourage les partenaires bilatéraux et multilatéraux et le Gouvernement burundais à poursuivre leur dialogue sur la mise en œuvre de ces objectifs, ainsi que sur la reprise de l'assistance.

En décembre 2018, le Gouvernement a demandé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de cesser ses activités dans le pays et de

rapatrier son personnel. Les droits de l'homme sont un élément important de la consolidation de la paix; des sociétés pacifiques et résilientes sont un facteur essentiel du développement durable. Les parties prenantes doivent continuer d'appuyer les autorités burundaises sur leur chemin vers le renforcement des capacités de protection et de promotion de l'ensemble des droits de l'homme, y compris les droits civils et politiques, ainsi que les droits sociaux, économiques et culturels.

Les préparatifs des élections de 2020 semblent déjà absorber une grande partie de l'énergie et de l'attention des autorités, ainsi que de celles de nombreuses autres parties prenantes au Burundi. À l'approche de ces élections, j'invite le Gouvernement burundais et les partis politiques à œuvrer de concert pour créer les conditions nécessaires pour que les prochaines élections soient ouvertes à tous, libres, démocratiques et pacifiques. À cet égard, je me félicite de l'annonce par Bujumbura que le Ministre burundais de l'intérieur a approuvé le nouveau parti politique, le Congrès national pour la liberté, dirigé par Agathon Rwaso, qui est également l'actuel Vice-Président de l'Assemblée nationale.

Dans l'intervalle, les défis persistants dans le domaine socioéconomique resteront au centre de l'attention de la formation pour l'année en cours. Le plan national de développement, mis en place par le Gouvernement burundais, offre au Burundi et à ses partenaires bilatéraux et multilatéraux l'occasion de participer à un échange stratégique et concret sur sa mise en œuvre, tout comme le PNUAD récemment approuvé. L'alignement entre le plan national de développement, les priorités nationales du PNUAD et les objectifs de développement durable constitue la base d'un engagement stratégique et cohérent de toutes les parties prenantes en faveur des objectifs communs que sont le renforcement de la résilience, l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités et des vulnérabilités. J'encourage le Gouvernement burundais et ses partenaires à engager un dialogue stratégique ouvert et approfondi sur la mise en œuvre du plan, suivi de discussions sectorielles sur des projets concrets.

La formation Burundi poursuivra ses discussions et ses activités au cours des prochains mois concernant les priorités dont je viens de donner un aperçu. Je voudrais conclure mon intervention en faisant les recommandations suivantes.

Premièrement, le Gouvernement burundais, les partis politiques et les autres parties prenantes doivent collaborer étroitement, avec l'appui des États Membres

de la sous-région, et faire fond sur les efforts précédemment déployés afin de créer un environnement propice à des élections libres, ouvertes à tous, démocratiques et pacifiques en 2020. La formation est prête à appuyer le Burundi et ses voisins de toutes les manières possibles dans cette entreprise.

Deuxièmement, le Burundi et ses partenaires internationaux doivent rester concentrés sur le développement socioéconomique à moyen et long terme, alors même que les préparatifs des élections de 2020 sont de plus en plus au centre de l'attention. J'invite de nouveau le Gouvernement burundais et ses partenaires à engager un dialogue stratégique sur la manière dont la mise en œuvre du plan national de développement peut favoriser des formes de participation mutuellement bénéfiques, axées sur l'être humain et novatrices.

Troisièmement, la communauté internationale doit rester sensible à l'importance de fournir une assistance suffisante pour contribuer à répondre aux besoins urgents du peuple burundais et à réduire sa vulnérabilité, qui reste élevée malgré les améliorations enregistrées par rapport à l'année précédente. Avec son appui, les partenaires bilatéraux et multilatéraux peuvent contribuer à créer un environnement qui permette la tenue d'élections pacifiques et ouvertes à tous.

Quatrièmement, la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix doit continuer d'appuyer le processus de réconciliation nationale en cours et collaborer avec la Commission Vérité et réconciliation, entre autres.

La formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix reste déterminée à assister le Gouvernement burundais et ses partenaires dans ces domaines, en continuant de mettre l'accent sur la dimension socioéconomique, en particulier sur la mise en œuvre du plan national de développement.

Je remercie le Conseil de l'intérêt qu'il porte à la formation et de l'appui qu'il ne cesse de lui apporter.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Lauber de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Michon (France) : Je tiens tout d'abord à remercier chaleureusement M. Michel Kafando, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, pour sa présentation éclairante et pour son engagement personnel sur ce dossier. Je remercie également

l'Ambassadeur de la Suisse, M. Jürg Lauber, qui mène un travail extrêmement utile à la tête de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix. Et je remercie également M^{me} Fatima Kyari Mohammed, l'Observatrice permanente de l'Union africaine, pour son importante déclaration.

Je voudrais aujourd'hui mettre l'accent sur trois points : la préparation des élections de 2020; la situation des droits de l'homme au Burundi; et le rôle de la communauté internationale pour accompagner le Burundi.

Mon premier point porte donc sur les élections de 2020 et à cet égard, la France tient tout d'abord à saluer la reconnaissance, la semaine dernière, du Congrès national pour la liberté, la formation menée par Agathon Rwaswa, en tant que parti politique, ce qui l'autorise à participer aux prochaines élections. Cette décision est un pas dans la bonne direction, et c'est une décision qui vient confirmer une orientation amorcée en juin dernier avec l'engagement du Président Nkurunziza de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle.

Nous sommes convaincus que le Burundi ne retrouvera le chemin de la stabilité qu'avec l'organisation d'élections libres et inclusives en 2020, dans le respect des Accords d'Arusha. Il est désormais temps pour le Burundi de préparer sans tarder ces échéances de la meilleure manière possible. La dynamique positive qui a été initiée doit désormais être poursuivie en assurant à tous les partis politiques un accès équitable et juste au scrutin. L'espace démocratique doit être préservé et ouvert à tous, et les droits civils et politiques doivent être respectés pour permettre un débat apaisé.

Pour ce faire, nous encourageons les autorités burundaises à poursuivre le dialogue interburundais : ce dialogue entre les autorités et l'opposition est indispensable, et je tiens, à cet égard, à saluer l'implication personnelle du facilitateur mandaté par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), le Président Mkapa, dont la détermination à garder le cap qui lui avait été fixé mérite d'être saluée. Il a conclu son travail, et nous devons désormais capitaliser sur le travail qu'il a mené et trouver ensemble le moyen de poursuivre ses efforts.

S'agissant de la situation des droits de l'homme, la France respecte la souveraineté burundaise mais reste particulièrement vigilante et attend du Burundi des gestes supplémentaires et concrets en matière de respect des droits de l'homme. Après la fermeture regrettable du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, nous souhaitons appeler à nouveau

les autorités du Burundi à une plus grande coopération avec les mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies et à lutter contre l'impunité. Nous nous tenons aux côtés des autorités burundaises pour les accompagner dans la reprise du dialogue avec les instances des Nations Unies.

La France suit enfin avec attention la situation humanitaire et le sort des déplacés et des réfugiés. Il est important que les retours de réfugiés se fassent sur une base volontaire et interviennent de façon sûre et digne, conformément aux principes du droit international humanitaire. Nous comptons sur les autorités burundaises pour faire en sorte que ces retours se déroulent dans les meilleures conditions possibles, et nous sommes prêts à les y aider pour ce faire.

Enfin, et ce sera mon dernier point, la communauté internationale doit rester pleinement mobilisée aux côtés des Burundais. Les élections de l'année prochaine seront un moment crucial et sensible. Nous ne devons pas abandonner le Burundi au milieu du gué. Il revient à la Communauté d'Afrique de l'Est et à l'Union africaine de poursuivre leur travail pour accompagner le mieux possible la préparation des élections et la sortie de la crise. L'ONU a bien entendu un rôle important à jouer en appuyant, de la meilleure manière possible, le processus engagé à l'échelle régionale.

Nous sommes par ailleurs de plus en plus inquiets de la multiplication des violences dans la région des Grands Lacs. Nous tenons à exprimer notre préoccupation face à la possibilité que cette montée des tensions soit le ferment d'une plus grande déstabilisation à l'échelle régionale. Néanmoins, nous avons constaté un désir de changement pacifique qui s'est exprimé en République démocratique du Congo à travers la récente élection présidentielle et qui témoigne d'une aspiration collective à plus de stabilité et de prospérité. Nous formons le vœu que ce développement positif inspire l'ensemble des pays de la région et nous sommes prêts à les accompagner dans ce sens.

Pour conclure, je tiens à dire que la mission de M. Kafando et de ses équipes reste nécessaire. Nous encourageons l'Envoyé spécial à poursuivre son travail de consultation afin de présenter rapidement au Conseil des options sur le rôle que l'ONU pourrait jouer en appui aux efforts régionaux.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : Ma délégation félicite M. Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, l'Ambassadeur Jürg Lauber,

Représentant permanent de la Suisse auprès de l'ONU et Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, et l'Ambassadrice Fatima Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'ONU, pour leurs exposés qui instruisent le Conseil sur la situation sociopolitique et humanitaire au Burundi.

La Côte d'Ivoire se félicite de l'amélioration de la situation humanitaire au Burundi. Elle note cependant avec regret la persistance de l'impasse dans laquelle se trouve le processus politique dans ce pays.

Mon pays prend note du retrait de M. Benjamin Mkapa, facilitateur du processus politique burundais, après trois années de travail accompli. Il voudrait ici saluer son engagement et lui exprimer toute son appréciation pour ses efforts en faveur de la paix et de la stabilité dans ce pays. La Côte d'Ivoire salue en outre la décision prise lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté d'Afrique de l'Est, tenu le 1^{er} février à Arusha, de maintenir les consultations directes entre l'institution et les protagonistes de la crise burundaise.

La situation humanitaire est marquée par la poursuite des mouvements de retour volontaire des réfugiés burundais. En effet, selon la Coordonnatrice régionale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, basée à Nairobi, 100 000 personnes pourraient être concernées par les retours volontaires en 2019. À cet égard, ma délégation salue les efforts déployés dans le cadre de l'assistance et du soutien au programme de retour volontaire des réfugiés par les autorités burundaises, les pays d'accueil, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la communauté des donateurs. Elle encourage la communauté des donateurs à accroître ses contributions au financement du Plan d'intervention humanitaire pour le Burundi.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire appelle la communauté internationale à soutenir les actions et initiatives de la Communauté d'Afrique de l'Est en vue de la revitalisation du dialogue interburundais pour la réconciliation nationale et la stabilité du pays. Mon pays exprime son soutien à l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Michel Kafando, et lui réitère sa disponibilité à appuyer tous ses efforts dans le cadre du dialogue politique interburundais.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, M. Michel Kafando, de l'exposé

qu'il a présenté aujourd'hui sur les événements récents au Burundi, ainsi que l'Ambassadeur Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'ONU et Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, et l'Ambassadrice Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'ONU, d'avoir respectivement présenté le point de vue de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix et de l'Union africaine.

Les États-Unis sont profondément préoccupés par la stagnation du dialogue politique interburundais dirigé par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), en particulier la manière dont les pourparlers se sont interrompus. Nous remercions sincèrement l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie, Benjamin Mkapa, des efforts incessants qu'il a déployés en sa qualité de facilitateur du dialogue, qui ont été déterminants pour essayer de faire avancer les discussions sur le renforcement de la stabilité politique au Burundi.

Ce travail reste inachevé et nous allons avoir besoin de nouveaux parrains régionaux. Les États-Unis exhortent le Gouvernement burundais, la CAE et les garants de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation à renouveler leur engagement à adopter une feuille de route consensuelle pour les élections de 2020 et à préparer un processus électoral libre et équitable qui permettra à tous les électeurs burundais de participer à la sélection de leurs dirigeants. Nous demandons instamment au Gouvernement burundais de collaborer avec ces partenaires et considérons la participation du Gouvernement au Sommet des chefs d'État de la CAE au début du présent mois comme un signe de progrès potentiel.

Les élections de 2020 au Burundi représentent une occasion exceptionnelle à ne pas manquer. Malgré nos préoccupations à l'égard du dialogue, les États-Unis se félicitent une fois de plus que le Président Nkurunziza ait annoncé qu'il ne briguerait pas un quatrième mandat et qu'il appuierait son successeur. Un transfert pacifique du pouvoir fondé sur un processus électoral sans exclusive signalera à la communauté internationale un attachement renouvelé à la démocratie et à la stabilité politique.

Nous estimons qu'une transition pacifique deviendrait plus réaliste si la feuille de route de Kayanza était élargie pour inclure les contributions de toutes les parties prenantes, notamment les femmes et les jeunes, les dirigeants de l'opposition et du parti au pouvoir, les représentants de la société civile et les activistes politiques de

premier plan, et si des mesures étaient prises pour veiller à ce que tous les candidats éligibles soient autorisés à se présenter à l'élection présidentielle. Nous saluons les mesures récentes prises par le Gouvernement burundais en ce qui concerne l'enregistrement des partis politiques, qui illustrent cet engagement.

La stabilité politique à long terme ne peut cependant être réalisée en l'absence de respect des droits de l'homme. Les États-Unis sont profondément préoccupés par la décision du Gouvernement de fermer le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Burundi. Nous craignons qu'une nouvelle détérioration de la situation concernant le respect des droits de l'homme n'isole le Gouvernement burundais au sein des instances régionales et internationales, ce qui est de mauvais augure pour les perspectives de paix et de sécurité dans la région. Les États-Unis exhortent le Gouvernement burundais à se pencher sur les informations persistantes et fiables faisant état de transferts illicites d'armes, de recrutement de combattants et d'activités de groupes armés liés au Burundi dans l'est de la République démocratique du Congo.

Nous sommes particulièrement troublés par les informations selon lesquelles l'armée burundaise et les milices de jeunes du parti au pouvoir sont actives dans le Sud-Kivu. Nous sommes également préoccupés par les tensions entre le Burundi et le Rwanda et les informations faisant état d'attaques transfrontières perpétrées par des groupes armés dans ces pays et dans l'est de la République démocratique du Congo. Personne ne sortira gagnant d'une guerre par adversaires interposés dans la région des Grands Lacs.

Les États-Unis exhortent toutes les parties à s'abstenir d'avoir recours à la violence et à respecter l'intégrité territoriale. Nous encourageons le renforcement de la coopération entre les institutions des Nations Unies actives dans la région, en particulier le Bureau de l'Envoyé spécial pour le Burundi, le Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Nous appelons le Conseil à appuyer le dialogue dans la région et estimons que les exposés réguliers présentés au Conseil sont indispensables pour lutter contre la montée des tensions.

Plus de 58 000 réfugiés burundais sont rentrés depuis la flambée de violence en 2015. L'insécurité alimentaire, la pauvreté et le fait que les représentants locaux les harcèlent pour qu'ils adhèrent au parti au pouvoir posent des obstacles majeurs au rapatriement

volontaire des près de 350 000 réfugiés burundais qui restent déplacés. Les États-Unis encouragent le Gouvernement burundais à continuer de collaborer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de faciliter le retour volontaire, digne et sûr de ses ressortissants, dont la participation au processus politique renforcera et rendra plus légitime le processus électoral de 2020.

D'innombrables Burundais ont désespérément besoin de services de base, mais la suspension en octobre 2018 par le Gouvernement de certaines organisations non gouvernementales (ONG) continue d'avoir un impact sur d'importants programmes d'aide au peuple burundais. Bien que la majorité des ONG aient été autorisées à reprendre leurs activités, une vingtaine d'entre elles restent suspendues et quelques-unes ont même quitté le pays. Nous exhortons le Gouvernement à lever toutes les suspensions restantes afin que le peuple burundais continue d'avoir accès aux services vitaux et à octroyer aux ONG un accès sans entrave pour qu'elles puissent fournir ces services.

Enfin, nous comprenons que le Gouvernement burundais ne veuille plus figurer à l'ordre du jour du Conseil. Rien ne nous ferait plus plaisir que de l'en retirer. Toutefois, l'ONU s'inquiète profondément de la montée des tensions régionales, qui ne se caractérisent pas uniquement par une guerre des mots mais également par des affrontements à balles réelles, ainsi que de l'isolement diplomatique grandissant du Burundi et des profondes divisions politiques dans le pays. Il serait irresponsable de se dessaisir de cette question avant 2020, et nous exhortons nos collègues au sein du Conseil et nos homologues burundais à déployer collectivement des efforts pour intensifier des échanges productifs et réduire les risques de violence alors que le Burundi avance sur la voie de la paix, de la sécurité et du développement.

M. Van Shalkwyk (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous remercions l'ancien Président Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi; l'Ambassadrice Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies; et l'Ambassadeur Jürg Lauber, Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, de leurs exposés importants et édifiants sur l'évolution de la situation au Burundi et de leur engagement sans faille en faveur de ce pays.

L'Afrique du Sud appuie pleinement le processus de facilitation mené par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) dans l'esprit de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, avec l'appui de l'Union africaine et de l'ONU. À cet égard, nous prenons note et nous nous félicitons des efforts déployés par le médiateur, le Président ougandais Yoweri Museveni, et par le facilitateur, l'ancien Président tanzanien Benjamin Mkapa. Nous saluons également le travail essentiel et précieux effectué par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, l'ancien Président Kafando, ainsi que par la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, sous la direction compétente de l'Ambassadeur Lauber.

L'Afrique du Sud se félicite de la participation du Burundi au Sommet des chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'Est et au Sommet de l'Union africaine, tenu le 11 février. Cette participation va pleinement dans le sens de notre position de longue date sur le rôle important que jouent les organes régionaux et continentiels pour briser l'impasse.

Maintenant que l'ancien Président Mkapa a présenté son rapport final de à la CAE, l'Afrique du Sud et la communauté internationale attendent les directives des dirigeants de la Communauté d'Afrique de l'Est et de l'Union africaine pour renforcer son engagement à appuyer le Burundi, surtout dans la perspective des élections prévues en 2020. L'Afrique du Sud appuie un processus dirigé par le Burundi, qui respecte sa souveraineté et qui s'inscrit dans les paramètres de la Constitution.

Toute impasse politique au Burundi ne peut être brisée que grâce à un dialogue sans exclusive. Par conséquent, nous appelons la communauté internationale à continuer d'appuyer les initiatives de la CAE. Nous condamnons tous les efforts, par quelque partie que ce soit, qui visent à saper ou à contourner l'Accord d'Arusha. L'Afrique du Sud est préoccupée par la trajectoire actuelle, qui rejette l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, signé en l'an 2000. Par conséquent, nous demandons instamment que le processus de médiation tienne à nouveau compte des principes qui sous-tendent cet accord.

L'Afrique du Sud appelle les Burundais à mettre en œuvre les principes de l'Accord d'Arusha de 2000. Nous estimons que l'accord global de cessez-le-feu découle de cet accord et par conséquent, les deux doivent être lus en parallèle. L'Afrique du Sud est prête à apporter son appui au Gouvernement et au peuple burundais.

Nous encourageons le Burundi à travailler en étroite collaboration avec la Communauté d'Afrique de l'Est et l'Union africaine pour créer un environnement propice à la tenue d'élections. À cet égard, toutes les parties burundaises doivent faire preuve d'un esprit de coopération afin de garantir la paix et la stabilité au-delà de 2020. L'Afrique du Sud se félicite de la décision du Gouvernement burundais de financer les élections sur la base de son budget national.

En ce qui concerne l'évolution de la situation politique au Burundi, nous notons avec satisfaction que la situation en matière de sécurité dans le pays est stable. Nous voudrions féliciter le Gouvernement burundais d'avoir lancé les préparatifs pour les élections, notamment grâce à la création, le 31 août 2018, d'une Commission électorale nationale indépendante, conformément au code électoral burundais.

Nous saluons la contribution du Burundi aux efforts en faveur de la paix et de la sécurité en déployant des contingents militaires. Le Burundi participe aux côtés d'autres pays aux missions de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Union africaine avec beaucoup de succès, plus de 6 000 Burundais et Burundaises étant déployés dans diverses opérations de maintien de la paix, surtout en République centrafricaine et en Somalie. Nous appelons donc la communauté internationale à aider le Burundi à renforcer ses capacités de maintien de la paix, qui sont d'une grande importance institutionnelle pour le pays. Nous tenons à féliciter le Burundi pour sa nomination en tant que membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

Nous prenons note de l'adoption par le Burundi d'un plan national de développement portant sur une période de 10 ans, qui donne des orientations sur la voie du développement durable à l'horizon 2030. Nous exhortons la communauté internationale à faire davantage pour atténuer les difficultés socio-économiques et la situation humanitaire auxquelles le peuple burundais est confronté et nous appelons ses partenaires à appuyer la mise en œuvre du plan national de développement dans l'intérêt du peuple burundais. Dans cet esprit, nous réitérons l'appel lancé par l'Union africaine à l'occasion de son trente-deuxième sommet en vue de la levée des sanctions unilatérales imposées par l'Union européenne à la République du Burundi.

Nous encourageons le Burundi à continuer d'œuvrer en faveur du rapatriement volontaire et du retour dans la dignité des réfugiés. Le retour progressif des réfugiés atteste de l'amélioration de la situation

dans le pays. Jusqu'à présent, environ 210 000 réfugiés sont rentrés volontairement au Burundi. Rien qu'en 2018, 58 262 Burundais sont rentrés au pays, principalement en provenance de la Tanzanie, du Congo, du Kenya et de l'Ouganda. Nous appelons la communauté internationale à appuyer ces efforts et notamment à fournir une assistance pour le retour et la réintégration des réfugiés.

Enfin, nous appelons la communauté internationale à appuyer le Gouvernement et le processus de médiation de la CAE afin de jeter les bases d'un environnement propice à la tenue d'élections démocratiques et à un transfert pacifique du pouvoir, pour garantir la paix et la stabilité au-delà de 2020.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, et M^{me} Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, de leurs exposés sur l'évolution de la situation au Burundi. Nous avons suivi avec intérêt et gratitude l'exposé de l'Ambassadeur Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse et Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix. Nous prenons note de l'approche équilibrée adoptée par la Commission à l'égard du Burundi, qui fait que la Commission de consolidation de la paix demeure un canal de communication fiable avec Bujumbura. Nous estimons que ces initiatives de la Commission de consolidation de la paix visant à revitaliser la coopération avec les Burundais, en mettant l'accent sur les questions liées au développement socioéconomique du pays et sur le rétablissement de la confiance des donateurs, sont exactement ce qu'il faut.

Sur la base des informations que nous avons reçues, notamment de la part de diplomates russes à Bujumbura, nous concluons que la situation au Burundi est calme et est en voie de se normaliser. L'amélioration de la situation en matière de sécurité s'est traduite par une baisse sensible du niveau de violence, et notamment d'attaques contre les infrastructures civiles par l'opposition radicale. Il convient également de noter que le processus de retour progressif des réfugiés des pays voisins au Burundi a commencé, comme mes collègues l'ont déjà indiqué.

Selon nous, le principal événement politique au Burundi en 2018 a été le référendum constitutionnel du 17 mai, qui s'est déroulé dans le calme et avec la participation d'une écrasante majorité de la population burundaise. À cet égard, nous voudrions rappeler au

Conseil qu'une majorité d'électeurs – 73,26 % – s'est prononcée en faveur de l'amendement de la Constitution et que le référendum a été précédé par une campagne démocratique et transparente.

La Fédération de Russie estime que la question des élections présidentielle et législatives de 2020 est une affaire interne. Nous sommes d'avis que toute ingérence extérieure à cet égard serait totalement inacceptable. Nous exhortons les autorités et l'opposition à s'abstenir de discours incendiaires et à se concentrer sur la préparation du cycle électoral, d'autant plus que, contrairement aux prévisions alarmistes de certains membres de l'opposition et d'experts occidentaux, le Président actuel, Pierre Nkurunziza, a déclaré qu'il ne se représenterait pas.

En ce qui concerne les problèmes liés à la promotion du dialogue interburundais, nous voudrions souligner qu'il est contre-productif, voire dangereux, d'en attribuer la responsabilité à une seule partie. Nous suivons de près et appuyons les efforts de médiation de la Communauté d'Afrique de l'Est visant à relancer des négociations directes entre les parties burundaises. Nous saluons également tout effort similaire déployé avec le consentement de Bujumbura et dans l'intérêt du Burundi.

Dans l'ensemble, nous estimons que la situation au Burundi ne constitue pas une menace pour la paix et la sécurité internationales, ce qui nous donne de bonnes raisons de douter du bien-fondé de maintenir le Burundi à l'ordre du jour surchargé du Conseil. Nous pensons que l'attention que le Conseil continue de lui accorder devient contre-productive et ne sert que de prétexte opportun à l'opposition intransigeante pour compliquer les processus politiques internes du pays.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer aux autres orateurs pour remercier M. Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, mon collègue l'Ambassadeur Jürg Lauber, Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, et ma sœur, l'Ambassadrice Fatima Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies. Leurs exposés nous ont donné une image plus claire de la situation au Burundi. Je souhaite également la bienvenue dans cette salle à mon frère, l'Ambassadeur Albert Shingiro, Représentant permanent du Burundi.

Ma déclaration d'aujourd'hui portera sur trois questions : les progrès réalisés dans la situation au Burundi, l'aide humanitaire dans le pays et le rôle du Burundi dans le maintien de la paix et de la sécurité dans la région.

Premièrement, nous notons que les intervenants ont signalé que la situation sur le terrain au Burundi demeurait calme, ce qui est de bon augure et nous espérons qu'il continuera à en être ainsi. Nous avons vu par le passé les répercussions négatives que les impasses politiques ont eues sur la situation économique et sociale du Burundi, avec une hausse du chômage et du coût des services et des produits de base, ce qui a entraîné de graves conséquences pour la population. Cela dit, il y a eu des progrès politiques qui méritent d'être soulignés. Les exposés d'aujourd'hui et le rapport de novembre du Secrétaire général (S/2018/1028), par exemple, ont montré que la situation sur le terrain s'était améliorée. Les efforts déployés par les dirigeants du Gouvernement burundais, tels que l'annonce du Président selon laquelle il ne se représenterait pas aux élections en 2020, ont également eu un effet positif. Alors que nous attendons avec intérêt la tenue de ces élections, nous nous félicitons également de l'initiative du Gouvernement burundais de prendre les choses en main et d'en assumer l'entière responsabilité financière. Nous encourageons les autorités à continuer de créer un environnement propice aux processus démocratiques. Toutefois, le rapport du Secrétaire général indique clairement qu'il reste du travail à faire. Nous exhortons le Gouvernement burundais à collaborer avec les mécanismes des Nations Unies sur le terrain.

Nous tenons également à saluer les efforts de l'Union africaine et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), et prenons note de la présentation du rapport final sur le processus de dialogue interburundais mené par la CAE lors de son récent sommet à Arusha. Bien entendu, nous encourageons une coopération étroite entre les organisations régionales et sous-régionales africaines et les entités des Nations Unies, notamment la Commission de consolidation de la paix. Dans ce contexte, nous nous félicitons des recommandations formulées par le Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix. Il est, en effet, essentiel de continuer à fournir une aide adéquate pour répondre aux besoins urgents du peuple burundais et réduire sa vulnérabilité. Il est également important que le Burundi et ses partenaires internationaux continuent de se concentrer sur le développement socioéconomique à moyen et long terme. En dernière analyse, le

développement socioéconomique est étroitement lié au développement politique, et nous attendons avec intérêt de nouveaux progrès dans ce domaine.

Deuxièmement, notre priorité doit être d'accroître l'aide humanitaire au Burundi et d'appuyer son développement économique et social, notamment par le biais des activités de la Commission de consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix. Nous notons, d'après le *Plan régional d'intervention pour les réfugiés du Burundi 2019-2020* du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, que le retour des réfugiés au Burundi devrait atteindre un pic en 2019, avec une projection de plus de 100 000 rapatriés, contre 58 262 en 2018. Nous notons également que le projet transfrontière novateur appuyé par le Fonds pour la consolidation de la paix a permis d'améliorer la coexistence pacifique entre les rapatriés, les réfugiés et les communautés d'accueil dans les zones ciblées. Il est néanmoins décourageant d'entendre que le Plan d'intervention pour les réfugiés figure parmi les appels les moins bien financés au monde, comme l'Ambassadeur Lauber l'a mentionné dans son exposé. J'exhorte les pays à continuer d'appuyer le Burundi et à honorer les engagements qu'ils ont pris à son égard en concertation avec lui, notamment par l'intermédiaire du Fonds pour la consolidation de la paix. Je les invite également à appuyer le plan décennal de développement national du Burundi, qui fournit une feuille de route pour parvenir au développement durable à l'horizon 2030.

Enfin, nous saluons la contribution du Burundi aux efforts de paix et de sécurité dans la région. À l'instar de l'Indonésie, le Burundi participe à des opérations de maintien de la paix en Afrique, fournissant plus de 6 000 soldats de la paix aux missions des Nations Unies et de l'Union africaine et démontrant ainsi qu'il est un Membre responsable de l'ONU. Nous tenons également à féliciter le Burundi de son élection au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour un mandat de trois ans à compter de cette année. Ces contributions permettront assurément de rétablir la confiance au Burundi. De même, la stabilité, la sécurité et le développement du Burundi, qui est un pays important de la région des Grands Lacs, contribueront également à la paix et à la stabilité dans la région. C'est pourquoi nous encourageons le Gouvernement et le peuple burundais à poursuivre leur chemin vers la paix. La paix est un luxe difficile à obtenir et plus difficile encore à préserver. L'Indonésie se réjouit à la perspective de travailler en partenariat avec le Burundi et de partager sa propre expérience avec ses frères et sœurs de la région.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier nos intervenants, M. Kafando, l'Ambassadrice Mohammed et l'Ambassadeur Lauber, de leurs excellents exposés riches en informations. J'aimerais faire cinq remarques.

Premièrement, la crise politique non résolue du Burundi, l'instabilité de la situation sécuritaire et les tensions régionales qui en découlent sont profondément préoccupantes. La menace qui pèse sur la paix et la stabilité régionales se manifeste en particulier dans la recrudescence des tensions et les mouvements de troupes alarmants au Nord-Kivu et au Sud-Kivu en République démocratique du Congo, ce qui démontre clairement la nature transfrontière de la crise politique burundaise. Nous appelons toutes les parties prenantes à s'abstenir de la violence et de toute forme de guerre par procuration dans la région.

Deuxièmement, nous croyons fermement que la solution la plus prometteuse à la crise burundaise se trouve dans la région. Nous saluons les efforts inlassables déployés par l'ancien Président Mkapa pour appuyer le dialogue interburundais et élaborer un rapport et une feuille de route. Nous avons pris note du sommet de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) qui s'est tenu au début du mois. Il appartient maintenant à la CAE de mener à bien le dialogue interburundais. Nous comptons sur l'engagement et la diligence des dirigeants de l'Afrique de l'Est à cet égard, en particulier ceux de l'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie. Nous encourageons également l'Union africaine à étudier les possibilités d'aider davantage la CAE dans ce processus. Tous les efforts doivent viser à créer un nouvel élan pour la poursuite des négociations et du dialogue.

Troisièmement, l'annonce faite par le Président Nkurunziza du Burundi selon laquelle il ne se représenterait pas en 2020 est un pas dans la bonne direction, mais d'autres engagements sérieux devront être pris par les autorités nationales pour garantir des élections libres, inclusives et équitables en 2020. C'est essentiel pour assurer la stabilité à long terme et instaurer la confiance au sein de la population. Nous appelons le Burundi à ouvrir l'espace politique aux différents candidats et partis, ainsi qu'à garantir l'indépendance de la Commission électorale nationale. L'enregistrement du Congrès national pour la liberté la semaine dernière est une mesure très encourageante à cet égard.

Quatrièmement, compte tenu de l'accent stratégique mis par l'Allemagne sur la prévention et la stabilisation, nous saluons les efforts de la Commission de

consolidation de la paix au sein de la formation Burundi. La relation entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité est importante, et ce n'est pas une voie à sens unique. L'exposé de Jürg Lauber est un excellent exemple de l'utilité du travail consultatif de la Commission.

L'Allemagne respecte pleinement la souveraineté du Burundi. Toutefois, nous saisissons cette occasion pour exprimer notre vive préoccupation au sujet de la grave situation des droits de l'homme au Burundi, qui persiste depuis des semaines et des mois, comme en témoigne également le rapport le plus récent du Secrétaire général, de novembre 2018 (S/2018/1028). La stabilité politique à long terme ne peut être réalisée sans le respect des droits de l'homme, qui sont également un élément important des efforts de consolidation de la paix. C'est pourquoi nous nous inquiétons vivement de la fermeture du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Bujumbura, qui indique un manque d'intérêt à l'égard de la coopération avec les mécanismes internationalement convenus. Nous avons également suivi avec une sérieuse préoccupation la suspension d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales. Un nombre important de ces ONG ne se sont pas réenregistrées et un grand nombre d'entre elles ont l'intention de quitter le pays. Cela rendra de plus en plus difficile le suivi effectif de la situation des droits de l'homme sur le terrain et limitera davantage l'espace des acteurs politiques, des médias et de la société civile.

À cet égard, nous nous félicitons du travail de surveillance de la mission d'observation des droits de l'homme de l'Union africaine et nous soulignons l'importance de ses fonctions et de son rôle. Nous apprécions hautement aussi le travail d'investigation de la Commission d'enquête sur le Burundi mandatée par le Conseil des droits de l'homme et attendons avec intérêt la mise à jour qu'elle doit présenter le mois prochain. Nous demandons au Gouvernement burundais de collaborer avec la Commission d'enquête.

Cinquièmement, et pour terminer, M. Lauber a mentionné le déficit de financement pour les objectifs humanitaires. Qu'il me soit permis de dire que cela est aussi très important pour nous. L'Allemagne a augmenté son aide humanitaire au Burundi, la faisant passer à 15 millions d'euros en 2018, avec un accent particulier sur l'appui aux personnes déplacées et aux réfugiés. L'aide au développement est tout aussi importante pour mettre la population burundaise à l'abri d'une plus

grande déstabilisation. L'Allemagne a versé 24 millions d'euros en 2018 pour assurer la prestation de services de base, notamment dans les domaines de la santé et de l'assainissement.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs pour remercier les intervenants d'aujourd'hui des mises à jour qu'ils ont présentées sur la situation au Burundi.

Nous saluons les efforts et le dévouement de l'ancien Président Benjamin Mkapa à l'appui du dialogue interburundais mené sous les auspices de la Communauté d'Afrique de l'Est. Nous comptons désormais sur la Communauté d'Afrique de l'Est et le Gouvernement burundais pour faire avancer ce travail. Nous encourageons vivement la région à rester mobilisée. Nous pensons que le soutien de la région est vital pour la stabilité au Burundi. Je voudrais dire que j'ai écouté très attentivement ce que certains collègues en ont dit. Je leur répondrais que, bien entendu, nous ne devons pas exagérer les risques, mais nous ne pouvons pas non plus les sous-estimer. Aucun membre du Conseil n'a besoin que lui soient rappelées les terribles conséquences des tensions interethniques que nous avons pu voir dans la région par le passé. La Communauté d'Afrique de l'Est et l'Union africaine agissent parce que la stabilité est en péril. Comme je l'ai dit, nous ne devons pas exagérer les risques, mais nous ne devons pas non plus les sous-estimer lorsque nous examinons cette question.

Des élections crédibles, libres et régulières en 2020 sont cruciales pour la paix et la prospérité au Burundi et dans l'ensemble de la région. Les partis doivent pouvoir mener librement leur campagne à l'approche des élections. Dans cette perspective, nous saluons l'enregistrement de partis politiques en tant que signe de l'ouverture de l'espace politique. Nous continuons de nous féliciter de la décision du Président de ne pas être candidat à sa réélection en 2020. Le Royaume-Uni réitère l'appel lancé par l'Union africaine pour que le Gouvernement burundais et les partis politiques du pays œuvrent ensemble au bon déroulement des prochaines élections. Nous pensons qu'il serait utile qu'il y ait une concertation entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement burundais sur la meilleure façon pour l'ONU de soutenir le processus électoral au Burundi.

Les signalements persistants de violations des droits de l'homme sont gravement préoccupants. Comme le rapport de novembre du Secrétaire général (S/2018/1028) l'indiquait clairement, le Haut-Commissariat

des Nations Unies aux droits de l'homme a continué de recevoir des allégations concernant des violations graves des droits de l'homme et des atteintes à ceux-ci, y compris des meurtres, des disparitions forcées, des cas de mauvais traitements, des cas d'arrestations et de détentions arbitraires, des menaces et des restrictions à la liberté d'association, d'expression et de circulation. Il est donc extrêmement inquiétant que les possibilités de signalement aient été restreintes par le Gouvernement burundais, qui a exigé le 5 décembre la fermeture du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Nous regrettons cette fermeture et encourageons le Gouvernement burundais à poursuivre les pourparlers avec l'équipe du Coordonnateur résident pour déterminer comment des experts et spécialistes des droits de l'homme pourraient être rattachés à l'équipe de pays afin de contribuer à cette partie importante de son travail. Comme l'Ambassadeur Lauber l'a dit dans une déclaration approuvée par le Gouvernement burundais, entre autres, les droits de l'homme sont un élément clef de la consolidation de la paix. Nous ne rendons aucun service à la population burundaise si nous ne le reconnaissons pas ou si nous ne le mentionnons même pas.

La période qui précède les élections de 2020 est critique pour le Burundi. Nous avons tous mentionné et salué la stabilité actuelle au Burundi, mais l'inaction au sujet des allégations de violation des droits de l'homme la menacera, de même que la crise humanitaire persistante. Compte tenu de ces élections, nous pensons qu'il est crucial que la région et la communauté internationale restent saisies de la situation. Nous estimons par conséquent que le Burundi doit rester à l'ordre du jour du Conseil.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Ma délégation se félicite de la tenue de la présente séance et des exposés de M. Michel Kafando, de l'Ambassadrice Fatima Mohammed et de l'Ambassadeur Jürg Lauber.

Nous voudrions commencer notre intervention en saluant les mesures prises par le Gouvernement burundais au sujet des prochaines élections générales, notamment l'annonce du Président Nkurunziza qu'il ne serait pas candidat à sa réélection, ainsi que l'adoption du plan national de développement et l'accord relatif au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la période 2019-2023.

Toutefois, nous pensons que ces objectifs doivent être complétés par le renforcement du dialogue interburundais, qui ne bénéficie pas encore de la présence de tous les acteurs. Il importe de rappeler que le dialogue

inclusif est le seul moyen viable de faire avancer véritablement la paix et la réconciliation, ainsi que la mise en œuvre des engagements pris dans l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi.

Nous estimons que le processus préparatoire des prochaines élections générales, prévues en 2020, doit être complété par les mesures requises pour renforcer la confiance entre tous les acteurs politiques et sociaux. Selon nous, il est positif que le plan national de développement, lié aux objectifs de développement durable, vise à promouvoir la croissance dans les zones rurales du Burundi, sur la base de la bonne gouvernance, de la gestion durable de l'environnement et de l'utilisation planifiée des terres.

À cet égard, l'appui que la Commission de consolidation de la paix peut fournir dans ce contexte est important, comme l'a dit l'Ambassadeur Lauber, en vue de parvenir à une économie durable, tout comme le sont les efforts de la Commission pour promouvoir le dialogue sur cette question entre le Gouvernement et les institutions et partenaires internationaux.

Par ailleurs, nous notons avec préoccupation les signalements persistants de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ceux-ci. À l'instar d'autres délégations, nous considérons que la décision du Gouvernement de fermer définitivement le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ne contribue pas à la réalisation de l'objectif d'offrir des garanties complètes à tous les acteurs burundais pour le libre exercice de leurs droits fondamentaux. Nous pensons qu'il est important de trouver des éléments de convergence et de régler les différends qui empêchent la présence de ce bureau dans le pays.

La situation humanitaire continue d'être une source d'inquiétude puisque nous constatons la présence persistante de réfugiés burundais dans divers pays voisins. Nous pensons qu'il est nécessaire que le Gouvernement prenne des mesures à ce sujet, avec l'appui de la communauté internationale.

Nous estimons donc qu'il est important que le Conseil suive et accompagne l'évolution de la situation dans le pays et que les organisations régionales et sous-régionales et les pays voisins continuent d'apporter leur contribution et leur appui, afin que le Burundi puisse faire face aux prochains objectifs et défis qui l'attendent, notamment la tenue d'élections crédibles, transparentes et inclusives en 2020.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie M. Michel Kafando, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, l'Ambassadrice Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, et l'Ambassadeur Jürg Lauber, Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, de leurs exposés.

Actuellement, globalement, le calme et la stabilité règnent au Burundi. Le Gouvernement burundais œuvre activement à la mise en œuvre de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, à faire progresser le processus politique et à promouvoir la réconciliation entre les groupes politiques du pays. Il a élaboré une feuille de route pour préparer les élections générales de 2020, et mis en place la Commission électorale nationale indépendante. La Chine se félicite que les réfugiés burundais aient également commencé à regagner leurs foyers. Enfin, nous félicitons le Burundi de son élection au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

Le Burundi est un pays important dans la région africaine des Grands Lacs. Les faits nouveaux que je viens d'évoquer témoignent à suffisance de la capacité et de la détermination assurées du Gouvernement et du peuple burundais à régler les questions de politique intérieure du pays et à maintenir par eux-mêmes la paix et la stabilité nationales. La communauté internationale doit prendre pleinement acte des efforts déployés par le Gouvernement burundais pour maintenir la paix et la stabilité dans le pays. À cet égard, la Chine tient à souligner les deux points suivants.

Premièrement, nous devons respecter la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Burundi et soutenir véritablement la prérogative du Gouvernement burundais de prendre en main la gestion des affaires intérieures du pays. La communauté internationale doit adopter une vision globale, impartiale et objective de la situation actuelle au Burundi et contribuer de manière constructive à la stabilité et au développement à long terme du pays et de la région tout entière. La Chine salue les efforts que déploient les organisations régionales et sous-régionales comme l'Union africaine et la Communauté d'Afrique de l'Est pour assurer la médiation du processus politique au Burundi. Nous espérons que ces organisations régionales continueront de renforcer leurs échanges et leur consultation avec le Gouvernement burundais et d'apporter, le cas échéant, une assistance au Gouvernement.

La Chine note que le Gouvernement burundais a déclaré à maintes reprises que la situation au Burundi ne faisait peser aucune menace sur la paix et la sécurité régionales et que la question du Burundi ne devait donc pas rester inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Le Conseil de sécurité doit tenir compte des sentiments exprimés par les représentants du Burundi et procéder rapidement aux ajustements nécessaires, à la lumière des événements récents, afin d'envoyer un signal positif.

Deuxièmement, nous devons continuer d'accroître l'assistance humanitaire et l'appui économique au Burundi. La Chine relève que, ces dernières années, les réfugiés burundais à l'étranger ont commencé à retourner en grand nombre dans leur pays. Le nombre de réfugiés retournant au Burundi pourrait atteindre un pic en 2019. Nous espérons que la communauté internationale fournira en temps utile l'assistance nécessaire pour aider le Gouvernement burundais à accueillir les réfugiés de retour.

Le développement est un gage de paix. Nous espérons que la communauté internationale et les partenaires internationaux pourront honorer leurs engagements en temps voulu et, conformément aux plans de développement du Gouvernement burundais, s'attachera à appuyer l'agriculture, les infrastructures, l'éducation, la protection de l'environnement, etc. Nous appelons les institutions et organisations internationales compétentes à reprendre dès que possible leur coopération économique avec le Burundi et à appuyer son développement. La Chine salue et appuie les efforts constants de la Commission de consolidation de la paix et de l'équipe de pays des Nations Unies pour promouvoir la reconstruction et le développement socioéconomique du Burundi.

Championne de longue date du processus de paix au Burundi, la Chine se tient prête à continuer de jouer un rôle constructif pour aider le Burundi à parvenir à la paix, à la stabilité et au développement durable.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, le Président de la formation Burundi de la Commission pour la consolidation de la paix, ainsi que l'Observatrice permanente de l'Union africaine.

Je voudrais aborder trois sujets principaux.

Premièrement, s'agissant de la situation interne au Burundi, nous nous félicitons de l'intention du Président Nkurunziza, réaffirmée à plusieurs reprises, de ne pas se porter candidat à l'élection présidentielle de 2020. En

même temps, nous restons préoccupés par un certain nombre d'éléments. La région et la communauté internationale s'accordent sur l'objectif d'élections présidentielle et législatives crédibles, équitables, inclusives et libres en 2020. Pour cela, nous voudrions insister à nouveau sur la nécessité de se baser sur une feuille de route consensuelle et inclusive, ainsi que sur l'importance du respect de l'Accord d'Arusha. À cet égard, nous saluons le travail substantiel réalisé par l'ancien facilitateur de la Communauté d'Afrique de l'Est, M. Mkapa. Et nous partageons son constat : il est regrettable que le Gouvernement burundais se soit abstenu de participer au dernier round du dialogue. Or, à la fin du processus, de nombreuses divergences subsistent.

Le respect des libertés des partis d'opposition sera un élément fondamental du processus électoral. Sur ce point, nous nous réjouissons de voir que le nouveau parti du principal opposant, Agathon Rwasa, a reçu son agrément. Il s'agit d'un développement indiscutablement positif.

La situation des droits de l'homme au Burundi continue malheureusement à être source de préoccupations. Nous sommes notamment préoccupés par le nombre toujours élevé d'arrestations et détentions arbitraires, de menaces et de restrictions des libertés d'association, d'expression et de mouvement, telles que rapportées par la Commission d'enquête, ainsi que dans le dernier rapport du Secrétaire général (S/2018/1028). Dans ce contexte difficile, nous regrettons particulièrement la décision de fermer le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Nous appelons le Gouvernement à faire des progrès en matière de droits de l'homme et à intensifier le dialogue dans le but de coopérer à nouveau de manière étroite avec l'ONU, ainsi qu'avec l'Union africaine, dans ce domaine.

D'un point de vue socioéconomique, et notamment concernant le plan national de développement, il nous apparaît primordial d'approfondir et d'intensifier le dialogue avec les différents partenaires de coopération. En ce qui la concerne, la Belgique y est certainement prête. Je voudrais aussi insister sur une implication de tous les acteurs principaux, en particulier des femmes et des jeunes, mais également de la société civile. C'est pour cela que nous tenons à rappeler nos inquiétudes par rapport à la mesure de suspension des organisations non gouvernementales (ONG) étrangères qu'a prise le Gouvernement burundais et qui a causé le départ de certaines ONG.

Deuxièmement, au niveau régional, nous constatons un certain nombre de ramifications qui sont également préoccupantes. Le dernier rapport du Groupe d'experts concernant la République démocratique du Congo (S/2018/1133) semble indiquer que les activités de certains groupes de rebelles burundais dans le Sud-Kivu sont à la hausse. Le rapport du Groupe d'experts pointe également vers le Burundi dans le contexte du recrutement des combattants et dans le cadre du transit des armes, des munitions et des combattants. Je me réfère aussi à des rapports qui font état d'incidents transfrontaliers avec le Rwanda. Bien que l'origine de ces incidents ne soit pas toujours claire, ils ont le potentiel de déstabiliser la région. Outre ces incidents transfrontaliers, la problématique persistante des réfugiés burundais nécessite également une solution régionale durable.

Troisièmement, je voudrais évoquer l'importance de la région. En effet, des problèmes régionaux nécessitent des solutions régionales. C'est pour cette raison que nous soutenons un leadership fort et accru de la part de la Communauté d'Afrique de l'Est, ainsi qu'une forte implication de l'Union africaine et des autres garants de l'Accord d'Arusha. Un leadership fort de la région est certes une condition nécessaire pour résoudre la crise actuelle mais l'engagement des autorités burundaises reste essentiel également. Nous les appelons donc à faire preuve d'une vraie ouverture et à poursuivre le dialogue sans conditions.

Enfin, nous restons convaincus que le Conseil de sécurité peut et doit contribuer à ce débat tant que la crise n'est pas totalement résolue. La situation burundaise continue en effet, comme je l'ai dit, à avoir des ramifications dans toute la région. Dans ce cadre, nous saluons l'intention du Secrétaire général de soumettre au Conseil une série d'options sur le rôle des Nations Unies au Burundi. Le Conseil doit rester saisi de cette question.

M. Mielus (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier de leurs précieux exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Michel Kafando; l'Ambassadeur Jürg Lauber, en sa qualité de Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix; et l'Ambassadrice Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Je voudrais axer mon intervention sur trois questions : premièrement, le processus politique; deuxièmement, les aspects relatifs aux droits de l'homme; et, troisièmement, la situation socioéconomique.

La situation politique reste un sujet de grave préoccupation pour nous, en particulier à l'approche de l'élection présidentielle prévue pour 2020. Le risque d'une nouvelle escalade de la violence et des tensions ethniques persiste, et il appartient aux autorités burundaises de veiller à ce que le processus électoral soit libre, équitable, transparent et véritablement ouvert à tous.

La situation qui règne actuellement au Burundi a de graves répercussions sur la sécurité dans la région. La Pologne reste d'avis qu'un appui régional concerté est essentiel pour le règlement de la crise. Nous espérons un leadership collectif et une unité d'action pour empêcher la résurgence de la violence au Burundi. La Pologne salue tous les efforts déployés par la Communauté d'Afrique de l'Est et par le facilitateur, Benjamin Mkapa, pour favoriser le dialogue interburundais, et espère que ce processus débouchera sur une feuille de route largement acceptée qui ouvrira la voie à la tenue, dans l'esprit et la lettre de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, d'une élection présidentielle crédible et pacifique à la mi-2020.

Nous demeurons préoccupés par la situation des droits de l'homme au Burundi, qui pourrait compromettre toute initiative de réconciliation, de paix et de justice. La Pologne appuie les efforts déployés par l'ONU, l'Union africaine et les pays de la région pour améliorer effectivement la situation sur le terrain à cet égard. La Pologne appelle de nouveau le Gouvernement burundais à prendre des mesures concrètes pour reprendre sa coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme, principalement le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission d'enquête sur le Burundi du Conseil des droits de l'homme. Dans le même temps, nous exhortons les autorités burundaises à améliorer la bonne gouvernance, à garantir la liberté des médias et à ouvrir un espace démocratique avant les élections prévues pour 2020.

L'impasse politique actuelle a également eu des répercussions négatives sur l'économie et sur la situation humanitaire dans le pays. Nous saluons les efforts déployés par la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix pour améliorer durablement la vie de la société burundaise. Dans le même temps, la Pologne se félicite de la poursuite du processus de rapatriement des réfugiés dans le cadre de l'accord tripartite conclu avec la Tanzanie et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Toutefois, nous

insistons sur le fait qu'un tel processus doit être volontaire et fondé sur des choix individuels.

Enfin, la Pologne reste convaincue que l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi demeure le principal instrument pour instaurer la paix et la stabilité au Burundi et dans l'ensemble de la région des Grands Lacs. Face à la recrudescence des tensions et à l'impasse dans laquelle se trouve le dialogue ouvert à tous, il est crucial de relever les défis actuels sur une base durable et de permettre la tenue d'élections en 2020 dans des conditions satisfaisantes. Dans ce contexte, la situation au Burundi exige une attention particulière soutenue de la part du Conseil de sécurité et de la communauté internationale.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, M. Michel Kafando; l'Ambassadrice Fatima Mohammed; et l'Ambassadeur Jürg Lauber de leurs exposés instructifs sur la situation qui règne au Burundi.

La République dominicaine suit avec préoccupation la situation humanitaire à laquelle le Burundi reste confronté. Malgré les nouvelles encourageantes, telles que la baisse des niveaux de malnutrition, des millions de personnes, dont 3 millions d'enfants, se trouvent toujours dans une situation d'insécurité alimentaire. En outre, l'épidémie de choléra en République démocratique du Congo expose le Burundi à un risque élevé d'épidémie, plus de 140 cas ayant déjà été signalés depuis décembre 2018. Il importe de ne pas perdre de vue cette situation. Nous comprenons que cette épidémie doit être combattue énergiquement à un stade précoce avec l'appui des secteurs concernés, pour l'empêcher de continuer de se propager.

Bien que le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile ait diminué, quelque 300 000 réfugiés burundais continueraient de vivre dans des camps. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, la plupart de ces personnes ont été déplacées en raison de catastrophes naturelles, ce qui met en évidence la nécessité, lorsque nous examinons les causes de ces déplacements de populations et que nous réfléchissons à leurs possibles solutions, de tenir systématiquement compte des conséquences terribles des catastrophes climatiques. Ce faisant, nous contribuerions non seulement à l'édification d'une paix durable au Burundi, mais nous jetterions également les bases d'un développement fondé sur la résilience et la durabilité et conduisant au retour de ces populations dans leurs foyers et au rétablissement

de leurs moyens de subsistance. Il est également urgent d'investir davantage dans les pays d'accueil, en vue de donner la priorité à la protection de l'environnement et au développement économique, comme le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés nous y a exhortés.

La situation des droits de l'homme au Burundi reste un sujet de préoccupation, en particulier en ce qui concerne les dénonciations de cas d'intimidation à l'encontre de membres de l'opposition et de restrictions persistantes des libertés civiles, telles que les libertés d'expression, d'association et de circulation. À cet égard, la suspension récente d'organisations non gouvernementales internationales, qui a créé une pénurie du type d'assistance que reçoit la population la plus défavorisée et la plus vulnérable du Burundi, est particulièrement déconcertante.

Nous nous félicitons de l'approbation par le Fonds pour la consolidation de la paix, en septembre 2018, d'un montant de 7,1 millions de dollars destinés à élargir l'espace politique et à renforcer le nouveau Gouvernement, avec deux projets visant, entre autres, à autonomiser les femmes médiatrices, les groupes de femmes et les jeunes, en tant qu'acteurs cruciaux dans la cohésion sociale, la sécurité communautaire et les processus politiques, et à renforcer l'état de droit et la bonne gouvernance. Nous sommes convaincus que la participation significative des femmes et des jeunes est essentielle pour la stabilité et la paix au Burundi. Par conséquent, nous exhortons le Gouvernement burundais à continuer de progresser dans les préparatifs de son processus électoral fixé pour 2020, en accordant la priorité à la création des conditions nécessaires à la tenue d'élections libres et régulières, dans le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi.

Le Burundi peut et doit profiter du processus de transition démocratique en cours pour se diriger vers la stabilité que ses citoyens méritent. À cet égard, nous encourageons la reprise du dialogue politique interne.

M. Almunayekh (Koweït) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Michel Kafando; l'Observatrice de l'Union africaine, M^{me} Fatima Mohammed; et le Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, M. Jürg Lauber, de leurs exposés importants. Je vais aborder trois questions dans ma déclaration.

Premièrement, la situation politique est en train de revenir à un calme relatif depuis le début des tensions politiques et des actes de violence au Burundi en 2015. La République du Burundi a connu d'importants événements politiques en 2018, notamment le référendum constitutionnel qui s'est tenu en mai 2018 dans des conditions calmes et stables; l'annonce par le Président Nkurunziza qu'il ne se présentera pas à l'élection présidentielle de 2020; l'annonce d'une feuille de route pour l'organisation de l'élection présidentielle de 2020 et l'aperçu des dispositions fourni par la Commission électorale nationale indépendante; ainsi que la décision du Gouvernement burundais de financer entièrement l'élection de 2020; et son intention de lancer un dialogue national sans exclusive entre tous les secteurs de la population.

Ces mesures constituent des faits politiques importants. Nous espérons qu'elles seront rapidement mises en œuvre afin que la population burundaise puisse bénéficier du calme relatif jusqu'à l'élection présidentielle. Nous espérons également que l'élection connaîtra la participation de l'ensemble de la population et de tous les partis politiques et qu'elle sera libre, régulière, transparente et crédible. La liberté d'expression de toutes les composantes de la société civile, notamment les jeunes et les femmes, ainsi que des organisations régionales et internationales doit être garantie.

À cet égard, nous saluons les efforts entrepris par l'Union africaine et la Communauté d'Afrique de l'Est en vue de régler par des moyens pacifiques les problèmes politiques et de sécurité au Burundi, dans le cadre d'un dialogue sans exclusive basé sur l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation. Nous accueillons également avec satisfaction la participation du Burundi au sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est qui s'est tenu le 1^{er} février. Par ailleurs, nous apprécions sincèrement les initiatives de médiation facilitées par le Président Museveni de l'Ouganda et M. Mkapa dans le contexte du dialogue politique interburundais. Je remercie en particulier M. Mkapa, qui est arrivé à la fin de son mandat de trois ans en tant que facilitateur. Je lui souhaite plein succès dans ses activités futures.

Il est indéniable que la coopération entre le Gouvernement burundais et les organisations internationales et régionales, notamment l'ONU, l'Union africaine et la Communauté d'Afrique de l'Est, ainsi qu'avec les pays voisins, est extrêmement importante pour parvenir à la stabilité souhaitée. La coopération est un des facteurs qui permettront de trouver une solution

durable avant l'élection présidentielle. Nous sommes certains que le dialogue interburundais est un moyen important qui contribuera grandement à faciliter le processus politique. En outre, il est important que les dirigeants politiques en exil puissent revenir dans le pays et que les prisonniers politiques arrêtés durant la flambée de violence en 2015 soient libérés. Il faut également se pencher sur la question du retour des réfugiés et de leur réintégration au sein de la société. Ces différentes mesures sont importantes et nécessaires pour instaurer la stabilité politique, sécuritaire et économique.

Je tiens également à souligner le résultat du trente-deuxième sommet de l'Union africaine, qui s'est tenu la semaine dernière et qui a reconnu que le Burundi a repris le chemin de la paix et de la stabilité. Je salue les efforts entrepris par le Gouvernement burundais pour préparer des élections libres et démocratiques en 2020, ainsi que la création de mécanismes nationaux pour préparer ces élections. Je salue également l'action louable que mène la Commission Vérité et réconciliation, conformément à l'Accord d'Arusha de 2000, dans le domaine de la sécurité au Burundi, qui est relativement stable dans l'ensemble.

Deuxièmement, s'agissant des conditions de sécurité et de la situation humanitaire, la situation en matière de sécurité au Burundi est généralement calme et s'améliore en dépit de certains actes de violence et des activités des groupes armés dans certaines régions. Nous espérons que les conditions de sécurité resteront stables et que le Gouvernement burundais saisira l'occasion qui se présente d'intensifier ses efforts pour organiser un dialogue national afin de rassembler tous les partis politiques à la table des négociations et de garantir la tenue d'élections pacifiques, crédibles et exemptes d'actes de violence en 2020.

Pour ce qui est de la situation humanitaire au Burundi, même si elle s'est améliorée par rapport aux deux dernières années et que le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire a diminué, elle reste une source de préoccupation du fait d'actes de violence qui constituent des violations des droits de l'homme et du droit international. Nous appelons à y mettre fin et à traduire leurs auteurs en justice.

Je tiens à saluer le retour volontaire progressif des réfugiés burundais. Nous soulignons la nécessité que le Gouvernement garantisse la réinsertion sociale et économique de ceux qui sont déjà rentrés tout en fournissant des garanties aux réfugiés restants pour qu'ils puissent rentrer chez eux.

Troisièmement enfin, en ce qui concerne le secteur socioéconomique, la participation de la population au développement et aux initiatives de réforme est un facteur essentiel à l'édification de sociétés qui peuvent envisager un avenir sûr et prospère. Nous comptons sur l'instauration d'une coopération véritable entre tous les citoyens burundais et espérons qu'ils participeront au processus de prise de décisions, notamment les jeunes et les femmes.

Pour terminer, nous espérons que le Gouvernement burundais tirera un résultat positif de ses plans de développement. Nous espérons également que ces plans contribueront à rétablir une stabilité permanente dans les domaines politique et de la sécurité.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Guinée équatoriale.

Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Michel Kafando, des informations actualisées qu'il nous a fournies sur la situation au Burundi. Nous saluons également la présence et la participation de M^{me} Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'ONU, et du Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, l'Ambassadeur Jürg Lauber.

Nous saluons les efforts et le travail accomplis par le facilitateur du dialogue interburundais, M. Benjamin Mkapa, dont le rapport final a été présenté au sommet régional de la Communauté d'Afrique de l'Est et coïncide avec la fin de son mandat. Nous espérons que ces travaux seront poursuivis par S. E. M. Yoweri Museveni, Président en exercice de la Communauté d'Afrique de l'Est, pour continuer d'appuyer le dialogue interburundais dans l'attente des élections prévues en 2020.

En tant qu'État membre de l'Union africaine et membre non permanent du Conseil de sécurité, nous sommes convaincus que le respect de l'ordre et de la Constitution de chaque pays définit ce que sont les États modernes, et qu'il garantit par conséquent leur stabilité et leur pluralité.

Nous attachons de l'importance aux efforts que déploient les acteurs concernés, lesquels ont abouti à la signature de la feuille de route de Kayanza concernant l'organisation des élections de 2020 et à la nomination des nouveaux membres de la Commission électorale nationale indépendante. Nous encourageons le Gouvernement et tous les acteurs concernés à continuer de promouvoir le dialogue interburundais afin que

les Burundais eux-mêmes s'approprient la direction du processus.

Dans ce contexte, nous devons reconnaître que le Burundi est en train de revenir à la normale après les tensions qui ont marqué le processus électoral en 2015. Le pays est aujourd'hui doté d'institutions démocratiquement élues sur l'ensemble du territoire et qui seront renouvelées de la même manière dans les élections de 2020, dont les préparatifs se déroulent dans un climat détendu et calme. Nous tenons ici à nous féliciter de la forte volonté politique du Gouvernement burundais de financer la totalité du coût des élections de 2020, ce qui témoigne son intention de s'approprier ce processus électoral.

En outre, il convient de souligner que lors de leur trente-deuxième sommet, tenu récemment à Addis-Abeba, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont salué les efforts déployés par le Gouvernement burundais pour préparer des élections libres, démocratiques et pacifiques en 2020, en mettant en place des mécanismes appropriés et conformément à l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. Ils ont également salué la décision du Président Nkurunziza de ne pas se présenter à l'élection présidentielle de 2020, en dépit de l'absence de tout obstacle juridique.

La République de Guinée équatoriale se félicite de l'esprit de réconciliation et de tolérance qui règne au Burundi, comme le démontre le retour dans le pays de cinq dirigeants politiques exilés, notamment l'ancien Président Sylvestre Ntibantunganya et l'ancienne Vice-Présidente Alice Nzomukunda, à la demande des autorités, qui leur ont donné des garanties de sécurité et de protection de leurs terres.

Ces faits, ainsi que la libération en 2018 de plus de 2 000 prisonniers, y compris des insurgés qui ont pris part aux manifestations violentes de 2015, la participation du Burundi aux missions de paix de l'Union africaine et des Nations Unies, avec plus de 6 000 soldats, et le retour de 210 000 réfugiés depuis 2016, sont réels et concrets, et démontrent l'évolution très positive de la situation dans ce pays d'Afrique centrale. La légalisation du parti politique Congrès national pour la liberté, dirigé par Agathon Rwasa, est un autre signe de cette incontestable évolution positive de la situation au Burundi.

La République de Guinée équatoriale se félicite de la situation actuelle au Burundi. Par conséquent, compte tenu de la paix et du calme qui règnent actuellement

dans ce pays, le Conseil de sécurité devrait envisager sérieusement de retirer le Burundi de son ordre du jour.

La Guinée équatoriale s'associe aux efforts de la communauté internationale visant à trouver une solution pacifique aux conflits et est engagée en faveur de l'édification et de la consolidation de sociétés stables, pacifiques et prospères, où prévalent l'intérêt national et la coexistence d'institutions sociopolitiques et culturelles justes, transparentes et inclusives. Par conséquent, nous appuyons toute initiative visant à consolider la paix et à rétablir le droit international et qui privilégie des solutions négociées et pacifiques aux conflits.

Nous voudrions saisir cette occasion pour appeler la communauté internationale à continuer d'appuyer résolument le Gouvernement et les autres parties directement concernées dans la promotion de mesures de renforcement de la confiance, afin de créer un environnement propice à des élections pacifiques, conformément à la Constitution et à la feuille de route en vue d'un transfert pacifique du pouvoir après les élections de 2020, dans un climat de paix et de concorde nationale.

Pour terminer, la République de Guinée équatoriale se félicite du lancement du plan national de développement pour le Burundi pour la période 2018-2027, dont la mise en œuvre est un élément essentiel du développement durable du Burundi dans le cadre des objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine : l'Afrique que nous voulons.

Enfin, nous félicitons le Burundi de son élection en tant que membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine lors du trente-deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenu récemment à Addis-Abeba.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant du Burundi.

M. Shingiro (Burundi) : Comme c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, je voudrais, dès l'entame de mon propos, vous exprimer mes chaleureuses félicitations, à vous personnellement, Monsieur le Président, et à votre pays, la Guinée équatoriale, pour votre accession méritée à la présidence tournante du Conseil de sécurité pour le mois de février 2019. Nous vous sommes très reconnaissants pour le leadership inégalé de votre pays dans la défense des intérêts de

l'Afrique et les efforts consentis pour faire respecter les principes de la Charte au sein du Conseil.

L'honneur m'échoit d'adresser les mêmes remerciements aux autres distingués membres du Conseil qui n'ont ménagé aucun effort pour soutenir le respect des principes consacrés par la Charte des Nations Unies, surtout quand il s'agit du traitement de la situation au Burundi devant le Conseil depuis 2015. Il ne serait pas redondant de regretter encore une fois le fait qu'il y a encore quelques délégations - une minorité certes - qui maintiennent manifestement des positions figées depuis plus de quatre ans, au lieu de faire la lecture de la situation au Burundi avec objectivité et discernement.

Je ne peux pas ne pas remercier mon collègue, l'Ambassadeur Jürg Lauber, Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix pour sa contribution constructive à ce débat. Nous lui renouvelons notre plein soutien et notre entière coopération.

Je remercie aussi ma collègue, l'Ambassadrice Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, pour sa présentation très constructive à ce débat, et je tiens aussi à l'encourager à participer de temps en temps quand il s'agit du traitement de la situation au Burundi par le Conseil.

Qu'il me soit encore une fois permis, à travers vous, Monsieur le Président, de remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Michel Kafando, pour son exposé de cet après-midi.

L'objectif de mon intervention cet après-midi est de partager avec vous, Monsieur le Président, et les distingués membres du Conseil les nouveaux développements intervenus depuis la dernière séance du Conseil sur la situation au Burundi, le 21 novembre 2018 (voir S/PV.8408). Je vais y aller de façon télégraphique, domaine par domaine, et je commencerai par le domaine politique.

Dans le domaine politique, la trajectoire de la paix, de la réconciliation et du renforcement de la démocratie au Burundi est positive depuis 2017. La tendance s'est poursuivie en 2018 et durant les deux premiers mois de 2019. Les mécanismes nationaux en vue de l'organisation d'élections apaisées en 2020 se mettent progressivement en place. Une Constitution qui affermit les acquis démocratiques, la souveraineté nationale, la dignité, l'inclusivité, la réconciliation et la cohésion

nationale a été promulguée le 7 juin 2018 par le Chef de l'État.

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) est déjà constituée et opérationnelle. Un dialogue entre les partis politiques agréés a été organisé dans l'inclusivité politique, ethnique et de genre pour se convenir de la feuille de route de Kayanza conduisant aux élections pacifiques de 2020. Dans le même ordre d'idées, des discussions inclusives autour du projet révisé du code électoral ont été engagées. Le document a été analysé au niveau du Conseil des ministres. La réforme du code électoral vise à l'adapter à la nouvelle Constitution du 7 juin 2018, l'objectif ultime étant de cheminer vers un code électoral qui conduit à des élections paisibles, transparentes et apaisées en 2020.

Sur le plan budgétaire, le peuple burundais a choisi de s'approprier pleinement son processus électoral en le finançant par des fonds domestiques sans recours aux ressources extérieures qui, comme le Conseil le sait, sont imprévisibles et conditionnelles.

Sur le plan organisationnel, tout sera mis en œuvre afin de créer un environnement propice à la tenue d'élections démocratiques, crédibles, inclusives et apaisées, gage de la stabilité politique de notre pays. Depuis le début de l'année 2018, le Gouvernement burundais n'a cessé de multiplier des gestes concrets de bonne volonté allant dans le sens de l'apaisement général dans le pays.

Sans être exhaustif, il convient de relever la déclaration répétée du Chef de l'État de ne pas se représenter en 2020, alors qu'il en avait le plein droit au regard de la Constitution actuelle. Cela est un geste de haute valeur politique et démocratique qui peut servir d'exemple dans la sous-région et ailleurs.

Le transfert de pouvoir entre un président sortant ayant terminé ses mandats et un président entrant en 2020 marquera à jamais l'histoire politique du Burundi, car ce sera la première fois depuis l'indépendance de notre pays en 1962 qu'un président démocratiquement élu termine ses mandats constitutionnels sans qu'il soit assassiné, comme ce fut le cas en 1993 avec l'assassinat ignoble du Président Melchior Ndadaye après seulement 101 jours de prestation.

La libération de plus de 2 000 prisonniers l'année dernière – et vous l'avez signalé, Monsieur le Président, à titre national – incluant les jeunes casseurs et insurgés de 2015 rentre également dans le cadre de cette dynamique de réconciliation, de cohésion sociale et de tolérance politique en cours dans le pays.

Pour ce qui est du dialogue interburundais, ma délégation voudrait rappeler que le dialogue est une culture et une vertu cardinale ancrées dans la vie des Burundais. Il n'est plus besoin que des acteurs exogènes se comportent en chef de file dans ce processus qui est le nôtre. Le Conseil aura alors compris que la conclusion du dialogue, qui était jusque-là conduit par la sous-région, ne signifie pas la fin des échanges sur le processus électoral. Les consultations politiques en cours au Burundi entre les partis politiques agréés se poursuivront dans un esprit patriotique, ouvert et constructif jusqu'à l'aboutissement heureux de tout le processus.

Sur le plan sécuritaire, la situation au Burundi est calme, stable et entièrement sous contrôle. Cette tendance est irréversible. Tout comme l'année 2017, l'année 2018 a été caractérisée par une sécurité largement suffisante sur tout le territoire national à l'exception, bien entendu, de quelques cas isolés de criminalité de droit commun qui sont observables aussi dans d'autres pays, dont ceux représentés ici.

Grâce à la paix et la stabilité chèrement retrouvées, le trente-deuxième Sommet des chefs d'État de l'Union africaine, qui s'est tenu du 10 au 11 février à Addis-Abeba en Éthiopie, a salué les efforts du Gouvernement burundais dans la préparation des élections de 2020 en mettant en place notamment des mécanismes nationaux chargés de préparer lesdites élections, ainsi que la Commission vérité et réconciliation, conformément à l'Accord d'Arusha de 2000. Le Sommet a aussi salué la décision exemplaire du Chef de l'État de renoncer volontairement à ses droits constitutionnels de se représenter aux élections de 2020.

Le Sommet a, en outre, réitéré ses multiples appels à l'Union européenne pour qu'elle lève les sanctions unilatérales imposées au Burundi. Il s'agit ici des sanctions immorales à mobile politique prises en violation de la Charte des Nations Unies et du devoir de la solidarité internationale. Le renouvellement quasi robotique de ces sanctions chaque année sans tenir compte des progrès remarquables réalisés depuis 2015 devrait en toute logique cesser pour donner une chance au dialogue franc et sincère en vue de la reprise de la coopération mutuellement bénéfique et respectueuse.

S'agissant de la contribution du Burundi aux opérations de maintien de la paix et à la lutte contre le terrorisme au niveau continental, le Burundi contribue à hauteur de plus de 6 000 soldats aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Union africaine, principalement en Somalie et en République

centrafricaine. Le travail louable de nos soldats en mission de paix, qui ont choisi volontairement de sacrifier leurs vies en sauvant celles des autres loin de leur terre natale et dans des conditions particulièrement hostiles, doit être apprécié à sa juste valeur.

Il faudrait, entre autres, éviter de recourir au traitement différencié de nos contingents comme outil de pression politique. La capacité opérationnelle de mise en œuvre des mandats de l'ONU dans le maintien de la paix devrait constituer le critère principal d'évaluation des soldats en mission de paix.

Le Burundi, qui vient d'être élu membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, restera très engagé aux côtés d'autres nations pour promouvoir la paix en faisant taire les armes en Afrique d'ici 2020. Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir prévu ce thème durant votre présidence du Conseil, vers la fin du mois, le 27 février, si j'ai bonne mémoire. Cette confiance renouvelée au Burundi par les États membres de l'Union africaine est une nouvelle consécration de la crédibilité de la diplomatie burundaise et son rôle de plus en plus grandissant dans le maintien de la paix et de la sécurité au niveau régional et international.

Pour ce qui est du retour des réfugiés, en 2018, nous avons accueilli 58 262 rapatriés volontaires qui rentraient de Tanzanie, du Congo, du Kenya et de l'Ouganda, ainsi que plusieurs milliers de rapatriés qui rentraient sans se faire aider par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Le mouvement de retour volontaire est massif. Il se poursuit à un rythme moyen de plus de 1 000 retours par semaine. À titre illustratif, aujourd'hui seulement, le HCR a rapatrié de Tanzanie 595 Burundais, dont 177 familles, au poste frontalier de Mugina dans la province de Makamba, dans le sud du pays. Pour conduire ce processus à bon port, ma délégation voudrait réitérer encore une fois sa demande légitime au HCR et aux amis de la région d'intervenir auprès de certains pays d'accueil, qui tiennent aujourd'hui en otage certains compatriotes en exil en érigeant des obstacles artificiels à leur retour volontaire au pays, et de veiller à ce que les camps de réfugiés gardent leur caractère civil, conformément à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

Parlant du caractère civil des camps réfugiés, le Burundi a bien accueilli les excuses publiques présentées par les responsables du HCR après la découverte macabre par les autorités tanzaniennes de plus de 1 500 tenues militaires que le HCR avait distribuées

dans des conditions obscures dans les camps de réfugiés burundais en Tanzanie. Ma délégation espère que de telles manœuvres douteuses de nature à déstabiliser mon pays, le Burundi, ne vont plus se répéter à l'avenir.

Pour sa part, le processus de réconciliation nationale se poursuit normalement sous le leadership de la Commission Vérité et réconciliation. Celle-ci a pour mission d'enquêter et d'établir la vérité sur les violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire commises au Burundi durant la période allant du 26 février 1885 au 4 décembre 2008, date de la fin de la belligérance armée.

La mise en place de la Commission Vérité et réconciliation conformément à l'Accord d'Arusha revêt une importance capitale dans notre pays et surtout dans notre cheminement commun vers un Burundi définitivement réconcilié avec lui-même au regard de notre passé, qui a été non seulement marqué par des événements glorieux, mais également par des guerres fratricides dont les stigmates restent encore vivaces dans bien de nos familles et communautés.

Au-delà de la réécriture de l'histoire du Burundi qui a été souvent falsifiée, la Commission Vérité et réconciliation est appelée à conduire un chantier social important et délicat de guérison des cœurs et de rétablissement de la dignité des victimes, un chantier de reconnaissance de ceux qui ont protégé les autres pendant les différentes crises qu'a connues le Burundi, un chantier qui, chaque jour, cimente lentement les chemins de la réconciliation nationale dans notre pays. Comme l'a si bien dit le Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, en plus des efforts nationaux, le processus de réconciliation, qui est très ambitieux, a besoin du soutien de tous.

Au chapitre de la promotion et la protection des droits de l'homme, le Burundi réitère sa disponibilité et sa coopération avec d'autres nations et l'ONU pour promouvoir la protection des droits de l'homme au Burundi et ailleurs dans le monde suivant, bien sûr, les règles de jeu tracées par la Charte des Nations Unies. Cette noble mission ne sera possible qu'à travers une coopération mutuellement respectueuse, un dialogue franc et sincère entre les États Membres ainsi que le recours aux mécanismes acceptés par tous, comme l'Examen périodique universel. La tendance dangereuse de certains États de vouloir transformer le Conseil des droits de l'homme en outil de pressions politiques et de régulation de la géopolitique dans les pays du Sud risque de compromettre les objectifs que s'étaient fixés les

États Membres lors de la création du Conseil des droits de l'homme, le 15 mars 2006, par la résolution 60/251 de l'Assemblée générale.

La dérive vers la politisation à outrance des droits de l'homme et la politique de sélectivité et du double standard sont contraires aux principes de l'universalité des droits humains. Le Gouvernement burundais reste plus que jamais engagé. Le dialogue, la coopération basée sur le respect mutuel constitueront toujours la pierre angulaire de ses initiatives dans le processus de promotion des droits humains.

Je ne saurais conclure mon propos sans réitérer encore une fois ce qui est devenu désormais mon slogan ici, devant le Conseil, notre appel traditionnel et légitime au Conseil de sécurité en rapport avec le retrait du Burundi de son ordre du jour. Nous ne cesserons jamais

de le dire, la situation politico-sécuritaire actuelle dans le pays ne constitue en aucune manière une menace à la paix et à la sécurité internationales pour justifier son maintien arbitraire à l'ordre du jour du Conseil.

L'organisation en cascade de séances sur le Burundi sur la base de la résolution 2303 (2016), qui est devenue quasi obsolète, pourrait, au lieu de favoriser la paix et la tranquillité, devenir plutôt un facteur de déstabilisation du pays. Quatre ans d'entêtement de quelques acteurs exogènes contre ces multiples appels au retrait du Burundi du programme du Conseil commencent à devenir une éternité pour les Burundais. Le temps pour ces acteurs encore réticents de basculer du bon côté de l'histoire est arrivé.

La séance est levée à 17 h 10..